

BE-A0542\_722499\_803140\_FRE

Inventaire des archives de la commune de  
Saint-Géry. Dépôt 2020



Het Rijksarchief in België  
Archives de l'État en Belgique  
Das Staatsarchiv in Belgien  
State Archives in Belgium

This finding aid is written in French.

DESCRIPTION DU FONDS D'ARCHIVES:.....	7
Consultation et utilisation.....	8
Conditions d'accès.....	8
Conditions de reproduction.....	8
Histoire du producteur et des archives.....	9
Producteur d'archives.....	9
Nom.....	9
Historique.....	9
Compétences et activités.....	10
Organisation.....	11
Archives.....	11
Historique.....	11
Acquisition.....	13
Contenu et structure.....	14
Contenu.....	14
Conseil communal et Collège des bourgmestre et échevins.....	14
Finances et fiscalité.....	14
Patrimoine.....	15
Etat civil.....	15
Population.....	15
Elections.....	16
Affaires militaires.....	17
Travaux publics.....	17
Enseignement.....	17
Bienfaisance ou assistance publique.....	17
Culte.....	18
Langues et écriture des documents.....	18
Sélections et éliminations.....	18
Accroissements/compléments.....	18
Mode de classement.....	19
DESCRIPTION DES SÉRIES ET DES ÉLÉMENTS.....	21
I. Généralités.....	21
A. Conseil communal.....	21
1 - 4 Registres aux délibérations. 1820-1843, 1920-1959.....	21
B. Collège des bourgmestre et échevins.....	21
7 - 9 Registres aux délibérations. 1868-1973.....	21
C. Publication et affichage des règlements et arrêtés.....	21
D. Répertoires.....	22
11 - 13 Répertoires des actes. 1900-1939.....	22
E. Correspondance générale.....	22
14 - 16 Correspondance générale. 1905-1939, 1950-1955.....	22
F. Tutelle administrative.....	22
G. Responsabilité, contentieux et actions en justice.....	22
II. Organisation et personnel.....	23
A. La commune en tant qu'entité administrative.....	23
1. Fusion.....	23
2. Territoire.....	23
3. Rang dans la classification des communes.....	23

4. Coopération intercommunale.....	23
24 - 26 Dossiers relatifs à l'association intercommunale pour la distribution d'électricité ASVERLEC. 1961-1977.....	23
B. Organisation et membres des organes politiques.....	24
C. Organisation des archives.....	24
D. Personnel des services.....	24
1. Effectifs, registres du personnel et autres états généraux.....	24
2. Dossiers du personnel administratif et technique.....	24
36 - 37 Dossiers relatifs à la nomination des secrétaires. 1926-1961.....	24
38 - 40 Dossiers individuels des préposés à la surveillance et au relevé des compteurs du service communal des eaux. 1959-1974.....	25
3. Dossiers du personnel de police.....	25
4. Dossiers du personnel enseignant.....	25
47 - 49 Dossiers individuels. 1930-1972.....	25
5. Autres dispositions et services sociaux pour le personnel communal.....	26
III. Patrimoine.....	27
57 - 58 Dossiers relatifs aux locations de biens communaux. 1913-1933, 1948- 1974.....	27
IV. Finances et fiscalité.....	29
A. Comptabilité du secrétariat.....	29
1. Budgets et annexes.....	29
68 - 73 Budgets annuels. 1926-1927, 1938-1941, 1943-1977.....	29
2. Registres de comptabilité.....	29
3. Placements.....	29
B. Comptabilité du receveur.....	29
1. Registres de comptabilité.....	29
77 - 84 Grands-livres des recettes et dépenses. 1923, 1932-1943, 1952- 1976.....	29
85 - 86 Livres-journaux de caisse. 1937-1950.....	30
2. Comptes et pièces justificatives.....	30
87 - 91 Comptes annuels. 1935, 1938, 1942-1976.....	30
92 - 121 Pièces justificatives aux comptes. 1946-1953, 1955-1976.....	31
3. Entrée en fonction du receveur.....	33
C. Impositions et taxes.....	33
124 - 126 Rôles des taxes. 1934, 1936-1939, 1942-1944.....	33
D. Dépôt de l'Administration du Cadastre.....	33
129 - 130 Matrices cadastrales. [1835-1920].....	33
V. État civil.....	34
A. Généralités.....	34
B. Registres de l'état civil et tables.....	34
C. Cimetières et funérailles.....	34
D. Autres documents.....	34
VI. Population.....	35
A. Registres et mouvements de la population.....	35
140 - 147 Registres de la population. 1866-1980.....	35
142 - 143 1931-1947.....	35
144 - 145 1948-1960.....	35
148 - 153 Index des registres de la population. 1847-1970.....	35
150 - 151 1931-1947.....	35
154 - 155 Registres des entrées. 1896-1976.....	36
156 - 157 Registres des sorties. 1896-1976.....	36
B. Recensements et autres états de la population.....	36
C. Cartes d'identité et permis de conduire.....	37

165 - 166 Registres des licences d'apprentissage. 1967-1976.....	37
D. Étrangers.....	37
167 - 169 Registres des étrangers. 1936-1937, 1942, 1946, 1948-1949, 1955, 1959, 1972.....	37
VII. Élections.....	38
A. Listes électorales et listes dérivées.....	38
175 - 177 Listes des électeurs généraux, provinciaux et communaux. 1948-1950, 1958-1960, 1969-1971.....	38
B. Révision des listes électorales.....	38
179 - 180 Dossiers relatifs aux révisions des listes. 1973, 1975.....	38
C. Dossiers des élections.....	38
181 - 185 Dossiers relatifs aux élections communales. 1938, 1953, 1958, 1964, 1970.....	38
VIII. Affaires militaires et guerres.....	40
A. Service militaire.....	40
188 - 240 Dossiers relatifs aux levées de milice. 1924-1945, 1947-1977.....	40
B. Mobilisation, réquisitions et cantonnements militaires en temps de paix.....	43
C. Guerres et conséquences.....	43
IX. Ordre et sécurité publics.....	45
A. Police.....	45
1. Missions de police administrative concernant la tranquillité, l'ordre publics et la sécurité publique.....	45
2. Missions de police judiciaire.....	45
B. Service d'incendie.....	45
X. Santé publique.....	47
A. Services communaux.....	47
B. Exécution des tâches communales.....	47
1. Lutte contre les maladies épidémiques.....	47
2. Surveillance sanitaire, sécurité et hygiène de l'agriculture et du commerce.....	47
3. Police sanitaire des animaux domestiques.....	47
4. Analyse de l'eau potable.....	48
5. Contrôle de la salubrité des habitations et logements.....	48
6. Contrôle des établissements dangereux, insalubres et incommodes.....	48
277 - 290 Dossiers relatifs aux autorisations de dépôt de gaz. 1967-1976..	48
7. Autres préoccupations concernant l'environnement.....	49
XI. Travaux publics, services d'utilité publique, aménagement du territoire et urbanisme.....	50
A. Travaux aux bâtiments, monuments et installations immobilières diverses.....	50
1. Bâtiments affectés aux services administratifs et communaux.....	50
2. Bâtiments scolaires.....	50
3. Bâtiments affectés aux sports.....	51
4. Bâtiments du culte.....	51
5. Cimetières.....	51
B. Travaux et inspection de la voirie communale et vicinale.....	51
307 - 312 Dossiers relatifs aux travaux d'amélioration des chemins. 1903-1975.....	51
313 - 314 Dossiers relatifs aux travaux de redressement des chemins. 1904-1906, 1959.....	52
C. Travaux et inspection des cours d'eau.....	53
D. Services d'utilité publique.....	53
1. Distribution d'eau.....	53
2. Distribution de gaz.....	54

3. Distribution d'électricité et d'éclairage public.....	54
4. Télégraphe.....	54
5. Téléphone.....	54
6. Télédistribution.....	55
7. Transports en commun.....	55
E. Aménagement du territoire.....	55
1. Plans de secteur.....	55
2. Permis de bâtir.....	55
XII. Enseignement.....	56
A. Organisation.....	56
B. Bâtiments.....	56
C. Personnel.....	56
D. Finances.....	56
E. Obligation scolaire.....	57
F. Avantages sociaux.....	57
XIII. Culture.....	58
XIV. Économie.....	59
XV. Affaires sociales.....	60
XVI. Tutelle sur le Bureau de bienfaisance et la Commission d'assistance publique.....	61
A. Bureau de bienfaisance.....	61
B. Commission d'assistance publique.....	61
1. Personnel.....	61
378 - 383 Extraits du registre aux délibérations du Conseil communal relatifs à la nomination de membres. 1955-1971.....	61
2. Patrimoine.....	62
3. Finances.....	62
387 - 392 Budgets annuels. 1926-1945, 1947-1977.....	62
393 - 398 Comptes annuels. 1925-1937, 1940-1943, 1945, 1947-1956, 1958-1976.....	62
399 - 413 Pièces justificatives aux comptes. 1959-1964, 1966-1975.....	63
414 - 416 Grands-livres des recettes et dépenses. 1959, 1961, 1963, 1965- 1976.....	64
4. Aide sociale.....	64
417 - 420 Correspondances relatives aux aides. 1937-1976.....	64
XVII. Relation avec la paroisse de Saint-Géry.....	65
A. Personnel.....	65
B. Patrimoine.....	65
C. Finances.....	65
428 - 431 Budgets annuels. 1946-1957, 1959-1961, 1963-1976.....	65
432 - 435 Comptes annuels. 1947-1949, 1951-1952, 1954, 1960-1975.....	66



## Description du fonds d'archives:

Nom du bloc d'archives:  
Commune de Saint-Géry. Dépôt 2020

Période:  
1820 - 1976

Numéro du bloc d'archives:  
BE-A0542.809

Dépôt d'archives:  
Archives de l'Etat à Louvain-la-Neuve

## Consultation et utilisation

### *CONDITIONS D'ACCÈS*

Dans le respect de la réglementation en vigueur et sous réserve d'éventuelles modifications, les archives (hormis les registres de la population, des étrangers et de l'état civil) de plus de 30 ans et ne contenant pas de données à caractère personnel sont librement consultables. Dans le cas d'archives de plus de 30 ans et contenant des données à caractère personnel, une autorisation du Collège communal est nécessaire. Cette autorisation n'est plus nécessaire lorsque les archives contenant des données à caractère personnel ont plus de 100 ans.

Les règles spécifiques de consultation des registres de la population et des registres des étrangers sont fixées de la manière suivante : les registres clôturés depuis plus de 120 ans sont librement consultables à des fins généalogiques ou historiques ou à d'autres fins scientifiques tandis que les registres clôturés depuis moins de 120 ans ne sont pas consultables. Seuls des extraits peuvent éventuellement être délivrés moyennant une autorisation écrite du Collège communal et dans le respect de la législation en vigueur.

### *CONDITIONS DE REPRODUCTION*

La reproduction des documents s'opère selon les règlements et tarifs en vigueur aux Archives de l'État. Pour le cas plus particulier des registres de la population et des registres des étrangers, des reproductions peuvent être délivrées pour les seuls registres clôturés depuis plus de 120 ans.

---

Histoire du producteur et des archives

## PRODUCTEUR D'ARCHIVES

NOM

Commune de Saint-Géry

## HISTORIQUE

La Constitution du 5 fructidor an III (22 août 1795), en vigueur lors de l'annexion par la France (1er octobre 1795), avait instauré des " municipalités de canton ". Entre 1795 et 1800, Saint-Géry dispose d'un agent municipal et d'un adjoint, chargés de l'administration des affaires purement locales. La réunion des agents municipaux à Villeroux, chef-lieu du canton, constitue la municipalité de canton. Le 18 décembre 1795, le chef-lieu du canton est transféré de Villeroux vers Mellery. En application de la loi concernant la division du territoire de la République et l'administration du 28 pluviôse an VIII (17 février 1800), Saint-Géry devient une commune à part entière. En 1802, elle est intégrée dans le canton de justice de paix de Perwez <sup>1</sup>.

La commune fait partie du département de la Dyle (1795-1814), puis de la province du Brabant méridional après la défaite de Napoléon, et ensuite, à partir du 7 février 1831, de la province de Brabant. Elle fait également partie des arrondissements administratif et judiciaire de Nivelles. Saint-Géry relève par ailleurs du canton de milice de Perwez à partir de 1817 et d'Ottignies dès 1870 <sup>2</sup>.

En vertu de la loi du 21 décembre 1827 sur la modification des limites entre Saint-Géry et Sombreffe, les hameaux de Corsal et d'Ardenelle ont été échangés et ajoutés respectivement à Saint-Géry et Sombreffe <sup>3</sup>.

La commune comptait 359 habitants en 1799, 390 en 1806, 504 en 1816, 538 en 1820, 489 en 1830, 500 en 1856, 494 en 1876 et 524 en 1890. Au XXe siècle, le nombre d'habitants diminue. Il est de 473 en 1900, 421 en 1910, 350 en 1920, 327 en 1930, 307 en 1947, 344 en 1961 <sup>4</sup> et 374 à la veille de la fusion des communes <sup>5</sup>.

Saint-Géry est une commune rurale avec une activité économique très agricole. Ainsi, un recensement de 1823 indique en effet que les terres y sont soumises à un assolement sexennal aux rendements exceptionnels. À la même époque, deux brasseries sont en activité. Vers 1885, une tannerie y est recensée <sup>6</sup>.

Le 1er janvier 1977, la commune de Saint-Géry est fusionnée avec les

---

1 VRIELINCK S., De territoriale indeling van België (1795-1963), Louvain, 2000, 3 volumes.

2 Idem.

3 Idem, p. 1896.

4 HASQUIN H., Communes de Belgique. Dictionnaire d'histoire et de géographie administrative, t. 1 et 2 : Wallonie, Bruxelles, 1980, p. 1305.

5 VRIELINCK S., idem, volume 3, p. 1754-1755.

6 HASQUIN H., idem.

communes de Chastre-Villeroux-Blanmont, Cortil-Noirmont et Gentinnes pour former l'actuelle commune de Chastre.

La fusion forme une entité de 3.403 habitants pour 3.132 hectares et est justifiée en ces termes dans le rapport au Roi précédant l'arrêté royal du 17 septembre 1975 portant fusion de communes et modification de leurs limites : " Il s'agit d'un ensemble fort homogène axé sur Chastre, desservie par une gare de la SNCB et qui est le lieu de convergence des communes voisines. Le groupement dont les centres sont proches et bien reliés par route concerne une région à caractère rural affirmé, empreinte de la même mentalité et de la même manière de vivre " <sup>7</sup>.

## COMPÉTENCES ET ACTIVITÉS

Le décret du 14 décembre 1789 relatif à la constitution des municipalités jette les bases de l'organisation municipale. Il fixe également le rôle qu'elles doivent remplir :

" Article 49. Les corps municipaux auront deux espèces de fonctions à remplir ; les unes propres au pouvoir municipal ; les autres, propres à l'administration générale de l'État, et déléguées par elle aux municipalités.

Article 50. Les fonctions propres au pouvoir municipal, sous la surveillance et l'inspection des assemblées administratives, sont : de régir les biens et revenus communs des villes, bourgs, paroisses et communautés ; de régler et d'acquitter celles des dépenses locales qui doivent être payées des deniers communs ; de diriger et de faire exécuter les travaux publics qui sont à la charge de la communauté ; d'administrer les établissements qui appartiennent à la commune, qui sont entretenus de ses deniers, ou qui sont particulièrement destinés à l'usage des citoyens dont elle est composée ; de faire jouir les habitants des avantages d'une bonne police, notamment de la propreté, de la salubrité, et de la tranquillité dans les rues, lieux et édifices publics.

Article 51. Les fonctions propres à l'administration générale, qui peuvent être déléguées aux corps municipaux pour les exercer sous l'autorité des assemblées administratives, sont : la répartition des contributions directes entre les citoyens dont la communauté est composée ; la perception de ces contributions ; le versement de ces contributions dans les caisses du district ou du département ; la direction immédiate des travaux publics dans le ressort de la municipalité ; la régie immédiate des établissements publics destinés à l'utilité générale ; la surveillance et l'agence nécessaires à la conservation des propriétés publiques ; l'inspection directe des travaux de réparation ou de reconstructions des églises, presbytères, et autres objets relatifs au service du culte religieux <sup>8</sup>.

Après l'indépendance de la Belgique, la Constitution belge du 7 février 1831 confie les intérêts exclusivement communaux à des conseils communaux élus directement, mais réserve le contrôle de leurs actes au Roi ou au pouvoir législatif, notamment pour empêcher qu'ils ne sortent de leurs attributions ou ne portent atteinte à l'intérêt général. La Constitution confie également aux

---

7 Arrêté royal du 17 septembre 1975 portant fusion de communes et modification de leurs limites, Moniteur belge, 25 septembre 1975.

8 Pasinomie, 1ère série, t. 1er, Lois françaises, Bruxelles, 1833, p. 66.

autorités communales la rédaction des actes de l'état civil et la tenue des registres. Enfin, le Congrès national déclare qu'il est nécessaire de pourvoir par des lois séparées à l'organisation provinciale et communale.

La loi communale du 30 mars 1836 constitue le fondement du droit communal belge contemporain. Constamment adaptée, certains de ses articles demeurent en vigueur dans la nouvelle loi communale (NLC) de 1988 et dans le Code de la démocratie locale et de la décentralisation (CDLD) de 2004.

## ORGANISATION

La manière dont les communes sont organisées est déterminée par la loi communale du 30 mars 1836.

Celle-ci prévoit l'existence d'un corps communal regroupant des conseillers, un bourgmestre et des échevins. Ils forment le Conseil communal. Le bourgmestre et les échevins, dont le mode de désignation a évolué au cours du temps, composent le Collège des bourgmestre et échevins ou Collège échevinal. À côté de ces fonctions politiques, chaque commune dispose d'un secrétaire et d'un receveur. Les commissaires de police et, dans certaines localités, les gardes champêtres se partagent les attributions en matière de police.

Les rapports annuels sur l'administration et la situation des affaires de la commune dressés en exécution de l'article 70 de la loi communale donnent un aperçu de l'organisation de chaque administration communale. Une copie de ces rapports était envoyée au Gouvernement provincial. Enfin, les registres aux délibérations du Conseil communal et du Collège constituent la source par excellence pour décrire l'organisation de la commune et son histoire.

## ARCHIVES

### HISTORIQUE

L'article L1123-28 du CDLD dispose " Le collège communal veille à la garde des archives et des titres ; il en dresse les inventaires en double expédition, ainsi que des chartes et autres documents anciens de la commune, et empêche qu'aucune pièce ne soit vendue ou distraite du dépôt ". Cette disposition reprend *mutatis mutandis* les dispositions de l'article 100 de la loi communale de 1836 (devenu l'article 132 de la NLC). Une circulaire ministérielle du 9 janvier 1839 précise que la maison communale est le lieu le plus propre au dépôt des archives communales.

La mise en œuvre de ces dispositions et les mesures de sauvegarde ou de gestion des archives sont rarement documentées. Cet aperçu se base donc en ordre principal sur les rapports sur l'administration et la situation des affaires de la commune, sur les dossiers centraux des communes de Saint-Géry et de Chastre constitués par les Archives de l'État et enfin sur des renseignements glanés dans le présent fonds.

En 1964, un délégué des Archives de l'État s'est rendu dans la commune pour y enlever les registres de la population antérieurs à 1866 afin de les faire

microfilmer. Un reçu indique qu'un registre et son index ont été déposés<sup>9</sup>. Cependant, aucun microfilm ne semble avoir été effectué et ces volumes ont été rendus puisque l'index a été déposé en même temps que le reste des archives antérieures à la fusion des communes. Le registre n'a, quant à lui, pas été retrouvé.

Après la fusion des communes, une inspection est réalisée le 12 juillet 1989. Il appert que les archives postérieures à la fusion sont conservées à la maison communale de Chastre. Celles-ci sont soigneusement conservées dans les différents services et dans un grenier aménagé. Les documents sont bien tenus dans l'ensemble, à l'exception des registres de l'état civil et de la population qui sont rangés sans ordre. Personne n'est chargé de la gestion des archives de la commune. Par contre, les documents des anciennes communes sont entreposés dans deux greniers poussiéreux au-dessus de l'école communale de Villeroux. Ils y sont conservés en paquets ou dans des boîtes, mais la consultation est rendue impossible par l'absence d'indication de contenu. Dans une lettre du 23 novembre 1989, la commune s'engage à prendre en compte les remarques du rapport. Elle indique également que les archives des anciennes communes, conservées dans l'école communale de Villeroux, vont être transférées dans un autre bâtiment et qu'un classement sera instauré à cette occasion.

Suite à une visite de Flore Plisnier, attachée aux Archives de l'État à Louvain-la-Neuve, le 28 août 2017, un nouveau rapport d'inspection des archives est réalisé. Il mentionne que les archives sont en bon état. Celles-ci sont conservées dans quatre locaux : un grenier dans la maison communale actuelle, un grenier dans l'ancienne maison communale et deux locaux dans l'ancienne maison communale de Gentinnes. Le premier local est propre et facile d'accès. Les archives sont conservées dans des conditions optimales et dans des rayonnages fixes. Cependant, les espaces de stockage ne permettent pas une distinction des services, ce qui implique des scissions dans les séries documentaires. Dans le deuxième local, les conditions sont moins satisfaisantes : l'endroit est poussiéreux et l'accès y est difficile. Les archives sont classées dans des boîtes et des classeurs, mais sans logique apparente. Une indication de leur contenu est néanmoins présente. Les conditions de conservation dans les deux derniers locaux sont mauvaises : les documents sont stockés sur des rayonnages ou à même le sol sans conditionnement et sans indications<sup>10</sup>.

En vue de valoriser ce patrimoine communal et de garantir la pérennité des archives, la commune a signé, en date du 17 novembre 2017, une convention de partenariat avec les Archives de l'État. Celle-ci charge l'équipe du projet " Archives locales de Wallonie " de préparer le dépôt des fonds communaux antérieurs à la fusion en procédant à un tri et en rédigeant les inventaires. C'est également dans le cadre de cette collaboration qu'un bordereau d'élimination d'archives postérieures à 1976 ne présentant plus d'utilité administrative ou juridique et sans intérêt historique a été mis au point en parfaite concertation avec les différents services communaux et avec l'accord préalable du Collège communal et de l'archiviste général du Royaume.

---

9 Consulter le n° 32 de cet inventaire.

10 ARCHIVES DE L'ÉTAT À LOUVAIN-LA-NEUVE, Dossiers centraux, dossier " Commune de Chastre ".

## ACQUISITION

Les archives ont été déposées par la commune de Chastre. Le dépôt a été inscrit au registre des acquisitions des Archives de l'État à Louvain-la-Neuve le 4 janvier 2021 sous le n° 2021/1.

## Contenu et structure

### CONTENU

Les archives décrites dans cet inventaire ont trait au fonctionnement et aux activités de la commune de Saint-Géry entre 1820 et 1980. Quelques dossiers entamés avant la fusion des communes ont été continués après le 1er janvier 1977 comme le registre de la population ouvert en 1971 et clôturé en 1980 (voir le n° 147).

Les documents du XIXe siècle sont toutefois peu nombreux et concernent majoritairement la fin du siècle. Il s'agit de registres aux délibérations (n° 1-2 et 7), de dossiers relatifs au cadastre (n° 129-132), des tables alphabétiques des anciens registres paroissiaux (n° 134), d'un tableau de la population (n° 139), d'un registre de la population (n° 140), d'un index d'un registre de la population (n° 148), des registres des entrées et sorties commencés en 1896 (n° 154 et 156) et de dossiers relatifs aux travaux aux bâtiments scolaires et à la voirie (n° 294 et 305-306).

Force est de constater que la majorité des dossiers qui nous sont parvenus datent du XXe siècle, voire sont postérieurs aux années 1930.

Procédons par grandes séries d'archives :

### CONSEIL COMMUNAL ET COLLÈGE DES BOURGMESTRE ET ÉCHEVINS

On appelle Collège des bourgmestre et échevins ou Collège échevinal la réunion des bourgmestre et échevins chargés de l'administration de chaque commune. Le bourgmestre et les échevins, agissant ensemble et indivisément, procèdent par voie de délibération. Ils constituent un corps délibérant du pouvoir exécutif et non pas un pouvoir délibérant législatif, tel que l'est le Conseil communal. Les actes posés par le Collège ne font généralement qu'administrer, exécuter ou appliquer les lois et règlements à des cas particuliers ou à des individus déterminés, sauf le droit de réglementation résultant d'une délégation. Toutes les décisions importantes prises par le Collège et les délibérations du Conseil sont consignées dans deux séries de registres. Ces registres aux délibérations permettent normalement de suivre l'évolution de la politique locale et la gestion des affaires communales, depuis les premières années du XIXe siècle jusqu'à nos jours.

### FINANCES ET FISCALITÉ

Les finances communales occupent une part importante de l'activité de l'administration et constituent un élément particulièrement important des archives. Chaque année un budget est établi par le Collège, mis à l'approbation du Conseil et soumis à l'autorité de tutelle. Par la suite, une comptabilité précise des dépenses et des recettes est tenue par le receveur communal. Toutes les initiatives et les activités menées par les autorités communales se retrouvent dans ces dossiers. Le moindre engagement financier donne lieu à

des contrats, factures et mandats de paiement de toute nature. Les pièces justificatives aux comptes ne sont toutefois pas toutes conservées et pour les périodes récentes, un tri est opéré par l'archiviste, qui ne conserve finalement que les dossiers les plus significatifs et une année type par législature, permettant au chercheur d'évaluer correctement l'évolution à long terme des finances communales.

Si la gestion financière nous renseigne sur tous les aspects des activités communales, elle génère aussi de nombreux documents très utiles pour connaître les personnes qui habitent la localité. L'administration perçoit en effet sur les habitants des taxes et des impôts divers. Elle tient à cet effet des rôles de contribuables, qui complètent les informations individuelles reprises dans les registres de la population. Les propriétés foncières sont également taxées et chaque commune dispose de registres et de plans cadastraux, déposés par les services du Cadastre, qui donnent une idée fort précise de l'organisation de l'espace et de la structure de la propriété immobilière. On peut suivre par ce biais l'histoire d'une habitation ou d'un terrain au cours des ans et en connaître les propriétaires successifs.

## PATRIMOINE

Le patrimoine communal se compose de nombreux biens immobiliers divers. Il existe donc dans les archives d'importants dossiers relatifs à l'acquisition, à l'échange, à l'expropriation ou à la vente de biens communaux ou encore de dossiers constitués dans le cadre des ventes de coupes de bois. En règle générale, les principaux édifices du village sont aussi propriété communale : l'église, le presbytère, l'école et le cimetière nécessitent ainsi un coûteux entretien et des travaux réguliers que l'on peut suivre d'année en année à l'aide des dossiers constitués et conservés par l'administration.

## ETAT CIVIL

L'état civil a été institué en France par décret du 20 septembre 1792. À partir de cette date, dans chaque commune, l'officier de l'état civil consigne dans des registres distincts tenus en double les naissances, les mariages et les décès intervenus sur le territoire communal au cours de l'année. Il tient aussi un registre pour les publications de mariages. L'officier de l'état civil clôture ses registres en fin d'année et transmet un exemplaire au greffe du tribunal de première instance de l'arrondissement, avec le registre aux publications de mariages, tenus en un unique exemplaire. L'exemplaire communal est encore aujourd'hui conservé par la commune afin d'éviter la présence dans le même bâtiment des deux exemplaires.

## POPULATION

Depuis 1847, les communes doivent tenir un répertoire de l'ensemble des habitants ayant leur résidence habituelle dans la commune. Ces registres de

population, actes authentiques et publics renouvelés après chaque recensement décennal, rendent compte de la composition de chaque famille, de l'identité des individus et des mouvements qui interviennent, tels qu'arrivées dans la commune, départs, naissances, mariages ou décès. Dans le fonctionnement journalier de l'administration communale, ces registres servent à l'établissement des travaux de statistique (pour les opérations de recensement et l'établissement des mouvements annuels d'émigration et d'immigration), à la révision des listes électorales (pour les chambres, le conseil provincial, le conseil communal, les conseils de prud'hommes, les conseils de l'industrie et du travail), à l'organisation de la police (pour les recherches sur l'identité des délinquants), de la milice et de la garde civique (le service de la garde civique est dû par celui qui a une résidence réelle), à la détermination du domicile de secours des indigents et des enfants qui ont droit à l'instruction gratuite, à la participation à l'affouage, etc.

Pour l'historien, ces registres sont d'un grand intérêt pour toutes les données socioéconomiques et démographiques qu'ils renferment (avec les nom et prénoms, le lieu et la date de naissance, l'état civil, le domicile légal, la profession, la fonction ou la position, la nationalité et des renseignements relatifs à la milice, à la garde civique ou encore au casier judiciaire).

La tenue des registres de population rentre dans les tâches de l'administration générale de la commune, donc dans les attributions du Collège communal. Aux termes de l'article 1er de l'arrêté royal du 30 décembre 1900, c'est désormais l'officier de l'état civil qui est chargé de faire observer exactement tout ce qui concerne leur tenue. Les registres obligatoires sont le registre principal, les registres d'entrée et de sortie des habitants. Enfin, les règlements imposent la confection d'un index ou répertoire des noms des habitants. Depuis le début des années 1980, les registres de population tendent à disparaître au profit de bases de données informatiques établies en connexion avec le registre national des personnes physiques.

## ELECTIONS

C'est au niveau communal que sont constituées les listes des électeurs pouvant participer aux scrutins nationaux, provinciaux ou communaux.

L'administration conserve ainsi des dossiers concernant les personnes éligibles et les candidats, les électeurs, le déroulement des différentes élections et généralement les résultats des élections communales, ainsi que l'installation des nouveaux conseils et collèges communaux. La teneur des listes électorales varie dans le temps en fonction de la législation en vigueur. Les listes d'électeurs sont vérifiées et modifiées périodiquement en fonction des revenus déclarés des habitants et, plus tard, sur base de leur domicile légal, de leur citoyenneté belge ou européenne, et d'éventuelles restrictions temporaires de leurs droits politiques, dues à une condamnation judiciaire ou à une incapacité mentale. La révision des listes électorales donne souvent lieu à des contestations, qui sont soumises aux cours et tribunaux.

## AFFAIRES MILITAIRES

C'est sur base des registres de l'état civil et de population que sont établis les registres de milice et les dossiers qui les accompagnent. Jusqu'à la suspension du service militaire obligatoire en 1994, on dressait chaque année la liste des jeunes hommes en âge d'être appelés. Selon les époques, ces candidats miliciens pouvaient échapper au service militaire en fonction d'un tirage au sort favorable, d'une exemption pour cause physique ou d'une objection de conscience. Des motifs divers permettaient aussi d'obtenir un sursis et de retarder l'enrôlement. Les dossiers constitués à cet effet sont généralement conservés, mais il faut souligner qu'ils peuvent faire largement double emploi avec ceux qui existent au niveau provincial ou national.

## TRAVAUX PUBLICS

La commune s'occupe de tout ce qui concerne l'infrastructure, les voiries ou les bâtiments publics communaux soit en tant que principal maître d'œuvre de certains projets, soit en tant qu'associée aux travaux menés par les autorités provinciales, nationales et plus tard régionales. L'établissement de la distribution d'eau potable, l'électrification des campagnes et l'installation progressive du téléphone ou de la télédistribution constituent une vaste entreprise qui modifie considérablement l'existence des populations rurales.

## ENSEIGNEMENT

L'organisation de l'enseignement primaire constitue un secteur important de la politique communale au cours des XIXe et XXe siècles. Les archives communales conservent divers dossiers relatifs à l'organisation générale, au personnel enseignant, aux bâtiments scolaires et au matériel didactique. Des listes d'écoliers sont dressées annuellement ce qui permet de suivre la scolarisation de la jeunesse locale.

## BIENFAISANCE OU ASSISTANCE PUBLIQUE

Dès le début du XIXe siècle, un Bureau de bienfaisance est institué dans chaque commune. Il s'occupe de soulager les habitants les plus pauvres et prend en charge certains frais récurrents comme ceux liés à la scolarisation des enfants, aux soins médicaux, aux domiciles de secours, à l'internement de déficients mentaux ou encore à l'éducation d'orphelins dans des établissements spécialisés, situés en général en dehors de la commune. Certains de ces organismes bénéficient des largesses de bienfaiteurs et sont en mesure de créer sur le territoire communal une œuvre de bienfaisance spécifique, principalement un home pour personnes âgées. Les autorités communales exercent une tutelle étroite sur les budgets et les comptes des institutions de bienfaisance et en contrôlent l'essentiel des activités. Aux

bureaux créés en 1800 succèdent les commissions d'assistance publiques (CAP) en 1925, puis les centres publics d'aide sociale (CPAS) en 1977, devenus centres publics d'action sociale en 2004.

## CULTE

Sous Napoléon Bonaparte, la vie religieuse est réorganisée sur des bases nouvelles. L'Église catholique occupe alors une place prépondérante. Elle bénéficie en priorité des mesures prises par l'empereur visant à restituer aux paroisses tout ou une partie des biens qu'elles possédaient avant la Révolution et d'en assurer la gestion rationnelle. Des institutions publiques, connues sous le nom de fabriques d'églises, sont instituées par un décret du 30 décembre 1809, afin de prendre en charge l'organisation matérielle du culte. Si la majorité des églises appartient à la commune, qui en assure la restauration et l'entretien, les fabriciens se chargent d'administrer les biens propres de la paroisse. Ils se chargent également de subvenir aux frais du culte tels que le luminaire ou une partie du mobilier et de l'aménagement intérieur. Les autorités communales exercent une tutelle étroite sur les budgets et les comptes des fabriques d'églises et en contrôlent l'essentiel des dépenses. Quant aux ministres du culte, ils sont payés directement par l'État, mais reçoivent parfois un supplément de traitement de la commune et entretiennent avec les autorités municipales des relations étroites, qui reflètent généralement fort bien l'évolution des rapports complexes entre l'Église et l'État aux XIXe et XXe siècles.

## LANGUES ET ÉCRITURE DES DOCUMENTS

Toutes les pièces sont en français.

## SÉLECTIONS ET ÉLIMINATIONS

Le tri a été effectué conformément aux directives suivantes :  
MARÉCHAL Griet. *Conservation et destruction des archives communales. Directives et recommandations*, t. 1 : *État civil, population, milice, finances*. Bruxelles : Archives générales du Royaume et Archives de l'État dans les Provinces, 1988. *Miscellanea Archivistica Studia*, 1.  
MARÉCHAL Griet. *Conservation et destruction des archives communales. Directives et recommandations*, t. 2 et 3. Bruxelles : Archives générales du Royaume et Archives de l'État dans les Provinces, 2005. *Miscellanea Archivistica Manuale*, 52 et 53.

## ACCROISSEMENTS/COMPLÉMENTS

Le fonds est clos et la plupart des documents sont désormais conservés aux Archives de l'État. Les principales exceptions sont les registres aux

délibérations du Conseil communal pour la période 1960-1976, les dossiers d'urbanisme, les registres de l'état civil et l'atlas des chemins vicinaux. Ce dernier document est du reste désormais consultable sur le Géoportail de la Wallonie <sup>11</sup>. L'absence de dépôt s'explique d'une part par le maintien d'une utilité administrative pour les services communaux et, d'autre part, par la présence d'une copie de sauvegarde (état civil ou permis de bâtir) aux Archives de l'État.

### MODE DE CLASSEMENT

Les archives de la commune étaient partiellement classées selon le système de classement décimal national (CDN). Ce type de catalogage ne convient cependant pas pour les archives définitives pour les raisons suivantes : Ce classement par sujet a un caractère artificiel. Outre le fait qu'il soit subjectif (choisir un seul élément du contenu est une opération souvent hasardeuse), ce catalogage effectué à posteriori est distinct de l'organisation initiale des archives, organisation reflétant le fonctionnement des services. Ce classement est contraire au principe de respect de la structure du fonds d'archives, de l'ordre organique résultant du traitement administratif <sup>12</sup>. Ainsi par exemple, pour les archives relatives aux bâtiments communaux servant à l'enseignement, ces dossiers ont-ils initialement été produits et traités par le service communal des travaux ou le service communal en charge de l'enseignement ? Il n'est plus possible de le dire et nous avons dû faire des choix de manière arbitraire. L'authenticité et l'intégrité des dossiers tels qu'initialement constitués ne pourront plus être établies avec certitude. Les descriptions contenues dans ce type de classement ont un caractère peu détaillé qui ne répond en aucun cas aux normes archivistiques internationales en vigueur pour la réalisation d'instruments de recherche (principalement la norme ISAD(G)). Ainsi, les dates extrêmes des dossiers étaient-elles rarement indiquées.

Les archives n'ont fait l'objet d'aucun tri préalable à leur classement. Ainsi a-t-il été indispensable de reclasser l'ensemble des documents en utilisant le cadre de classement repris dans la publication de Guy Gadeyne <sup>13</sup>. Les principales subdivisions de ce cadre sont les suivantes :

- I. Généralités
- II. Organisation et personnel
- III. Patrimoine
- IV. Finances et fiscalité
- V. État civil
- VI. Population

---

11 <http://geoportail.wallonie.be>.

12 En archivistique, la règle suivante est fondamentale : les dossiers (qui constituent en général une unité archivistique) sont uniquement constitués par le producteur d'archives, et non pas par l'archiviste. Dans le cas présent, il n'est généralement pas possible de déterminer si les dossiers ont été constitués par les services communaux ou a posteriori, lors de leur " archivage ", par une personne étrangère au service.

13 GADEYNE G., Cadre de classement pour les archives communales statiques non structurées (1795 - ca 1977), Bruxelles, 1997 (Archives générales du Royaume, Miscellanea Archivistica, Manuale 18).

VII. Élections

VIII. Affaires militaires et guerres

IX. Ordre et sécurité publics

X. Santé publique

XI. Travaux publics, services d'utilité publique, aménagement du territoire et urbanisme

XII. Enseignement

XIII. Culture, sports et divertissements

XIV. Vie économique

XV. Affaires sociales et réglementation du travail

XVI. Bureau de bienfaisance et Commission d'assistance publique

XVII. Relations avec les cultes reconnus

Les rubriques ont été adaptées au fonds d'archives selon les besoins spécifiques. Sous une sous-rubrique, les différentes descriptions archivistiques ont été classées dans l'ordre chronologique.

---

## Description des séries et des éléments

### I. GÉNÉRALITÉS

#### A. CONSEIL COMMUNAL

- 1 1 - 4 REGISTRES AUX DÉLIBÉRATIONS. 1820-1843, 1920-1959.  
30 mars 1820 - 28 septembre 1836. 1 volume
- 2 29 octobre 1836 - 26 mai 1843. 1 volume
- 3 14 octobre 1920 - 7 janvier 1933. 1 volume
- 4 28 janvier 1933 - 30 janvier 1959. 1 volume
- 5 Lettre de demande de convocation du Conseil envoyée par le  
groupe minoritaire. 15 novembre 1953. 1 pièce
- 6 Rapports annuels sur l'administration et les affaires de la  
commune. 1963-1966, 1969-1970, 1973. 1 volume

#### B. COLLÈGE DES BOURGMESTRE ET ÉCHEVINS

- 7 7 - 9 REGISTRES AUX DÉLIBÉRATIONS. 1868-1973.  
18 août 1868 - 10 décembre 1945. 1 volume
- 8 13 mars 1948 - 1er juin 1973. 1 volume
- 9 3 juin 1964, 10 juin 1964. 1 volume

#### C. PUBLICATION ET AFFICHAGE DES RÈGLEMENTS ET ARRÊTÉS

- 10 Registre des publications. 1929-1932. 1 volume

*D. RÉPERTOIRES*

- 11 11 - 13 RÉPERTOIRES DES ACTES. 1900-1939.  
1900-1917. 1 cahier
- 12 1917-1929. 1 pièce
- 13 1930-1939. 1 pièce

*E. CORRESPONDANCE GÉNÉRALE*

- 14 14 - 16 CORRESPONDANCE GÉNÉRALE. 1905-1939, 1950-1955.  
1905-1939. 1 chemise
- 15 1950-1953. 1 liasse
- 16 1953-1955. 1 liasse
- 17 Registre-indicateur de la correspondance. 1926-1935. 1 volume

*F. TUTELLE ADMINISTRATIVE*

- 18 Rapports d'inspection des services administratifs par le  
commissaire d'arrondissement. 27 avril 1955, 3 mai 1970. 2 pièces

*G. RESPONSABILITÉ, CONTENTIEUX ET ACTIONS EN JUSTICE*

- 19 Dossier relatif au contentieux avec la SA Chantier de Beukelaar  
suite à l'absence de paiement des travaux de voirie. 1961-1965. 1 chemise

## II. ORGANISATION ET PERSONNEL

### A. LA COMMUNE EN TANT QU'ENTITÉ ADMINISTRATIVE

#### 1. FUSION

20 Dossier relatif à la fusion des communes. 1971-1976. 1 chemise

#### 2. TERRITOIRE

21 Liste des noms de rues et croquis. [2de moitié XXe siècle]. 2 pièces

#### 3. RANG DANS LA CLASSIFICATION DES COMMUNES

22 Questionnaires relatifs au reclassement des communes. 1955. 1 chemise

#### 4. COOPÉRATION INTERCOMMUNALE

23 Dossier relatif à la participation aux assemblées et aux parts sociales de la Société nationale des chemins de fers vicinaux (SNCV). 1932-1980. 1 liasse

24 - 26 DOSSIERS RELATIFS À L'ASSOCIATION INTERCOMMUNALE POUR LA DISTRIBUTION D'ÉLECTRICITÉ ASVERLEC. 1961-1977. Création. 1961.

24 1 chemise

25 Modifications de statut et emprunts. 1965-1975. 1 chemise

26 Dividendes et comptes. 1973-1977. 1 liasse

27 Correspondance avec le Conseil économique wallon relative au projet de création de l'Intercommunale d'aménagement et d'expansion économique du Brabant Wallon (IBW). 1963-1965. 1 chemise

28 Dossier relatif à la cotisation à l'Intercommunale d'œuvres sociales du Brabant Wallon (IOSBW). 1965-1978. 1 chemise

29 Dossier relatif à la désignation d'administrateurs pour

---

l'Intercommunale d'aménagement et d'équipement économique du Brabant Wallon (IBW). 1965-1978.

1 chemise

- 30 Dossier relatif à l'affiliation de la commune à la Société coopérative régionale de construction d'habitations sociales " Clair Logis " à Rixensart. 1972-1973.

1 chemise

*B. ORGANISATION ET MEMBRES DES ORGANES POLITIQUES*

- 31 Dossier relatif à la prise de fonction et à la prestation de serment des membres. 1927, 1948, 1963-1975.

1 chemise

*C. ORGANISATION DES ARCHIVES*

- 32 Lettres de l'archiviste général du Royaume relatives au dépôt des registres de la population pour microfilmage. 1967.

2 pièces

- 33 Lettre des Archives générales du Royaume relative à la proposition de dépôt des archives communales. 7 janvier 1967.

1 pièce

- 34 Cadre de classement de l'Union des villes et communes belges. [1976].

1 chemise

*D. PERSONNEL DES SERVICES*

1. EFFECTIFS, REGISTRES DU PERSONNEL ET AUTRES ÉTATS GÉNÉRAUX

- 35 Statistiques relatives au personnel autre que le personnel enseignant. 1966.

1 chemise

2. DOSSIERS DU PERSONNEL ADMINISTRATIF ET TECHNIQUE

*36 - 37 DOSSIERS RELATIFS À LA NOMINATION DES SECRÉTAIRES. 1926-1961.*

- 36 1926-1947.

1 chemise

- 37 1947-1961.

1 chemise

*38 - 40 DOSSIERS INDIVIDUELS DES PRÉPOSÉS À LA SURVEILLANCE ET AU RELEVÉ DES COMPTEURS DU SERVICE COMMUNAL DES EAUX. 1959-1974.*

- 38 Joseph Somville. 1959-1965. 1 chemise
- 39 Léonard Dethier. 1959-1973. 1 chemise
- 40 Fernand Delescaille. 1973-1974. 1 chemise
- 41 Dossier relatif à la démission du secrétaire Charles Lardinois. 1961. 1 chemise
- 42 Extrait du registre aux délibérations du Collège échevinal relatif à la nomination de Léonard Dethier comme agent chargé de la confection et de la délivrance des permis de conduire et des licences d'apprentissage. 8 septembre 1968. 1 pièce
3. DOSSIERS DU PERSONNEL DE POLICE
- 43 Dossier individuel de Léon Delescaille, garde champêtre. 1926-1937. 1 chemise
- 44 Dossier relatif aux gardes champêtres Léonard Dethier et Georges Éloy. 1936-1970. 1 liasse
- 45 Dossier relatif au recrutement d'un garde champêtre. 1957. 1 chemise
- 46 Dossier relatif à la nomination d'un brigadier champêtre et à la fixation de son traitement. 1971-1972. 1 chemise
4. DOSSIERS DU PERSONNEL ENSEIGNANT
- 47 - 49 DOSSIERS INDIVIDUELS. 1930-1972.*
- 47 Marcel Basecqz, instituteur. 1930-1972. 1 chemise
- 48 Édouard Brennet. 1932.

---

		1 chemise
49	Yvonne Basecqz. 1949-1950.	1 chemise
50	Dossier relatif à la nomination d'enseignants intérimaires. 1930-1951.	1 chemise
51	Statistique relative au personnel enseignant et assimilé. 1966.	1 pièce
	5. AUTRES DISPOSITIONS ET SERVICES SOCIAUX POUR LE PERSONNEL COMMUNAL	
55	Dossier relatif aux services médicaux du travail. 1969.	1 chemise

## III. PATRIMOINE

- 56 Acte de vente d'un bien cadastré section A, n° 180a, à Edmond Jonckers et Prosper Rome. 1er septembre 1907.  
1 pièce
- 57 57 - 58 DOSSIERS RELATIFS AUX LOCATIONS DE BIENS COMMUNAUX. 1913-1933, 1948-1974.  
1913-1933.  
1 liasse
- 58 1948-1974.  
1 chemise
- 59 Acte d'acquisition d'un bien appartenant à la Société nationale des chemins de fer vicinaux (SNCV) cadastré section C, n° 72a à la limite avec Gentinnes. 7 avril 1919.  
1 pièce
- 60 Listes des locataires. 1934-1944.  
1 chemise
- 61 Dossier relatif à l'assurance contre les risques d'incendie, de foudre et d'explosion. 1934, 1946.  
1 chemise
- 62 Dossier relatif à l'acquisition de parcelles cadastrées section A, n° 325f, 325g et 326e. 1949-1951.  
1 chemise
- 63 Dossier relatif à la rétrocession d'un terrain situé rue de la Boulette de la Société nationale des chemins de fer vicinaux (SNCV) à la commune. 1961-1966.  
1 chemise
- 64 Dossier relatif à l'acquisition d'une parcelle cadastrée section A, n° 435d. 1964-1970.  
1 chemise
- 65 Dossier relatif à la demande d'aliénation de gré à gré d'une habitation et d'une parcelle cadastrées section A, n° 325k, l. 1966.  
1 chemise
- 66 Police d'assurance de l'église. 1970.  
1 chemise
- 67 Correspondance relative au contentieux entre T. et M. suite au

bornage de leurs terrains. 1975.

1 chemise

#### IV. FINANCES ET FISCALITÉ

##### A. COMPTABILITÉ DU SECRÉTARIAT

###### 1. BUDGETS ET ANNEXES

68 - 73 BUDGETS ANNUELS. 1926-1927, 1938-1941, 1943-1977.  
1926-1927.

68 1 chemise

69 1938-1939.  
1 chemise

70 1940-1941, 1943-1949.  
1 liasse

71 1950-1959.  
1 liasse

72 1960-1969.  
1 liasse

73 1970-1977.  
1 liasse

###### 2. REGISTRES DE COMPTABILITÉ

74 Registre des emprunts, des mandats et des reçus. 1925.  
1 volume

75 Grand-livre des recettes et dépenses. 1925-1947.  
1 volume

###### 3. PLACEMENTS

76 Dossier relatif à la superficie de la voirie en vue de la répartition du  
Fonds des Communes. 1954-1976.  
1 chemise

##### B. COMPTABILITÉ DU RECEVEUR

###### 1. REGISTRES DE COMPTABILITÉ

77 - 84 GRANDS-LIVRES DES RECETTES ET DÉPENSES. 1923, 1932-  
1943, 1952-1976.  
1923.

77

1 volume

78 1932-1936. 1 volume

79 1938-1939. 1 volume

80 1940-1941. 1 volume

81 1943. 1 volume

82 1952-1954. 1 chemise

83 1960-1961, 1963-1969. 1 liasse

84 1970-1976. 1 liasse

85 85 - 86 LIVRES-JOURNAUX DE CAISSE. 1937-1950.  
1937-1946. 1 volume

86 1946-1950. 1 volume

## 2. COMPTES ET PIÈCES JUSTIFICATIVES

87 87 - 91 COMPTES ANNUELS. 1935, 1938, 1942-1976.  
1935, 1938. 1 chemise

88 1942-1949. 1 liasse

89 1950-1959. 1 liasse

90 1960-1969. 1 liasse

91 1970-1976. 1 liasse

---

1 liasse

*92 - 121 PIÈCES JUSTIFICATIVES AUX COMPTES. 1946-1953, 1955-1976.*  
1946.

92

1 liasse

93

1947.

1 liasse

94

1948.

1 liasse

95

1949.

1 liasse

96

1950.

1 liasse

97

1951.

1 chemise

98

1952.

1 chemise

99

1953.

1 chemise

100

1955.

1 chemise

101

1956.

1 liasse

102

1957.

1 chemise

103

1958.

1 chemise

104

1959.

1 chemise

105

1960.

1 chemise

106

1961.

---

		1 chemise
107	1962.	1 liasse
108	1963.	1 chemise
109	1964.	1 chemise
110	1965.	1 chemise
111	1966.	1 chemise
112	1967.	1 chemise
113	1968.	1 chemise
114	1969.	1 chemise
115	1970.	1 chemise
116	1971.	1 chemise
117	1972.	1 chemise
118	1973.	1 chemise
119	1974.	1 liasse
120	1975.	1 chemise
121	1976.	1 liasse

- 
- 122 3. ENTRÉE EN FONCTION DU RECEVEUR  
Compte de fin de gestion rendu par Grégoire Louis. 1960.  
1 chemise
- 123 *C. IMPOSITIONS ET TAXES*  
Avis relatifs aux parts et centimes additionnels communaux. 1924-1933.  
1 chemise
- 124 124 - 126 RÔLES DES TAXES. 1934, 1936-1939, 1942-1944.  
Chiens et vélos. 1934, 1939.  
1 chemise
- 125 Revenu cadastral des propriétés. 1936-1938, 1942-1943.  
1 chemise
- 126 Traitements et pensions. 1939, 1942, 1944.  
1 chemise
- 127 Dossier relatif à la nomination d'un délégué du bourgmestre auprès  
du géomètre du Cadastre. 1948-1960.  
1 chemise
- 128 Dossier relatif aux remplacements de membres de la commission  
fiscale. 1956-1975.  
1 chemise
- D. DÉPÔT DE L'ADMINISTRATION DU CADASTRE*
- 129 129 - 130 MATRICES CADASTRALES. [1835-1920].  
2e volume, articles 206-328.  
1 volume
- 130 3e volume, articles 329-451.  
1 volume
- 131 Tableau indicatif primitif des propriétaires et propriétés foncières.  
[1835].  
1 volume
- 132 Tableau alphabétique des propriétaires. [1835]-1925.  
1 cahier

---

V. ÉTAT CIVIL

A. GÉNÉRALITÉS

- 133 Rapports d'inspection des registres. 1952-1953, 1955, 1958, 1961-1976.  
1 chemise

B. REGISTRES DE L'ÉTAT CIVIL ET TABLES

- 134 Tables alphabétiques des registres paroissiaux de 1687 à 1796. 1881.  
1 volume

C. CIMETIÈRES ET FUNÉRAILLES

- 135 Dossier relatif aux demandes et octrois de concessions. 1910, 1913, 1917-1943, 1962, 1969-1975.  
1 chemise

- 136 Permis d'inhumer. 1957, 1962-1970, 1974-1975.  
1 chemise

D. AUTRES DOCUMENTS

- 137 Dossier relatif aux jugements de divorce. 1936-1953.  
1 chemise

- 138 Dossier relatif à la déclaration d'option de nationalité de F. B. 1949-1964.  
1 chemise

## VI. POPULATION

## A. REGISTRES ET MOUVEMENTS DE LA POPULATION

139	Tableau de la population. 1829.	1 volume
140	140 - 147 REGISTRES DE LA POPULATION. 1866-1980. 1866-1900.	1 volume
141	1900-1930.	1 volume
142	142 - 143 1931-1947. Volume 1.	1 volume
143	Volume 2.	1 volume
144	144 - 145 1948-1960. Volume 1.	1 volume
145	Volume 2.	1 volume
146	1961-1970.	1 volume
147	1971-1980.	1 volume
148	148 - 153 INDEX DES REGISTRES DE LA POPULATION. 1847-1970. 1847-1866.	1 volume
149	1900-1930.	1 volume
150	150 - 151 1931-1947. Par ménage.	

1 volume

151 Par nom. 1 volume

152 1948-1960. 1 cahier

153 1961-1970. 1 volume

154 154 - 155 REGISTRES DES ENTRÉES. 1896-1976.  
1896-1962. 1 volume

155 1963-1976. 1 volume

156 156 - 157 REGISTRES DES SORTIES. 1896-1976.  
1896-1962. 1 volume

157 1962-1976. 1 volume

158 Registre des radiations d'office. Janvier 1934. 1 volume

159 Liste des habitants par rues et sentiers. [3e quart XXe siècle].  
1 pièce

160 Registre des naissances et des décès survenus dans une autre  
commune. 1957-1976. 1 volume

161 Statistiques générales sur les mouvements de la population. 1951-  
1959, 1961-1969, 1971-1976. 1 liasse

162 *B. RECENSEMENTS ET AUTRES ÉTATS DE LA POPULATION*  
Dossier relatif au recensement de la population, des logements, du  
commerce et de l'industrie au 31 décembre 1970. 1970-1971.  
1 chemise

---

163	<i>C. CARTES D'IDENTITÉ ET PERMIS DE CONDUIRE</i> Registre des cartes d'identité. 1952-1976.	1 volume
164	Registre des cartes d'identité pour enfants de moins de 12 ans. 1956-1976.	1 volume
165	165 - 166 REGISTRES DES LICENCES D'APPRENTISSAGE. 1967- 1976. 1967-1976.	1 volume
166	1968-1976.	1 volume
<i>D. ÉTRANGERS</i>		
167	167 - 169 REGISTRES DES ÉTRANGERS. 1936-1937, 1942, 1946, 1948-1949, 1955, 1959, 1972. 1936-1937, 1942, 1948.	1 volume
168	1946, 1955, 1959, 1972.	1 volume
169	1949.	1 volume
170	Dossier relatif aux entrées et sorties d'étrangers. 1946-1959.	1 chemise
171	Dossiers individuels des étrangers. 1946-1975.	1 chemise
172	Pièces relatives aux permis de travail pour étrangers. 1955-1976.	1 chemise
173	Bulletins de renseignements. 1964-1965.	1 chemise

## VII. ÉLECTIONS

*A. LISTES ÉLECTORALES ET LISTES DÉRIVÉES*

174 Dossier relatif à la formation des listes des jurés. 1932, 1965-1969.  
1 chemise

175 175 - 177 LISTES DES ÉLECTEURS GÉNÉRAUX, PROVINCIAUX ET COMMUNAUX. 1948-1950, 1958-1960, 1969-1971.  
1948-1950.  
1 cahier

176 1958-1960.  
1 cahier

177 1969-1971.  
1 cahier

*B. RÉVISION DES LISTES ÉLECTORALES*

178 Registre des réclamations électorales. 27 novembre 1906 - 26 novembre 1913.  
1 volume

179 179 - 180 DOSSIERS RELATIFS AUX RÉVISIONS DES LISTES. 1973, 1975.  
1973.  
1 chemise

180 1975.  
1 chemise

*C. DOSSIERS DES ÉLECTIONS*

181 181 - 185 DOSSIERS RELATIFS AUX ÉLECTIONS COMMUNALES. 1938, 1953, 1958, 1964, 1970.  
16 octobre 1938.  
1 cahier

182 4 janvier 1953.  
1 chemise

183 12 octobre 1958.  
1 chemise

---

184	11 octobre 1964.	1 chemise
185	11 octobre 1970.	1 chemise
186	Dossier relatif aux élections législatives et provinciales du 31 mars 1968. 1968.	1 chemise

## VIII. AFFAIRES MILITAIRES ET GUERRES

## A. SERVICE MILITAIRE

187	Registre des militaires en congé limité et illimité. 1912-1934.	1 volume
188	188 - 240 DOSSIERS RELATIFS AUX LEVÉES DE MILICE. 1924-1945, 1947-1977. 1924.	1 chemise
189	1925.	1 chemise
190	1926.	1 chemise
191	1927.	1 chemise
192	1928.	1 chemise
193	1929.	1 chemise
194	1930.	2 pièces
195	1931.	1 chemise
196	1932.	1 chemise
197	1933.	1 chemise
198	1934.	1 chemise
199	1935.	1 chemise
200	1936.	1 chemise

---

201	1937.	1 chemise
202	1938.	1 chemise
203	1939.	1 chemise
204	1940.	1 chemise
205	1941.	1 chemise
206	1942.	1 chemise
207	1943.	1 pièce
208	1944.	1 pièce
209	1945.	1 pièce
210	1947.	1 pièce
211	1948.	1 chemise
212	1949.	2 pièces
213	1950.	1 chemise
214	1951.	1 chemise
215	1952.	1 chemise
216	1953.	1 chemise

---

217	1954.	1 chemise
218	1955.	1 chemise
219	1956.	1 chemise
220	1957.	1 chemise
221	1958.	1 chemise
222	1959.	1 chemise
223	1960.	1 chemise
224	1961.	1 chemise
225	1962.	1 chemise
226	1963.	1 chemise
227	1964.	1 chemise
228	1965.	1 chemise
229	1966.	1 chemise
230	1967.	1 chemise
231	1968.	1 chemise
232	1969.	1 chemise
233	1970.	

---

		1 chemise
234	1971.	1 chemise
235	1972.	1 chemise
236	1973.	1 chemise
237	1974.	1 chemise
238	1975.	1 chemise
239	1976.	1 chemise
240	1977.	1 chemise
241	Registre des demandes d'indemnités de milice. 1954-1960.	1 cahier
242	Relevés des modifications survenues dans la situation des militaires en congé illimité. 1956-1967.	2 cahiers
	<i>B. MOBILISATION, RÉQUISITIONS ET CANTONNEMENTS MILITAIRES EN TEMPS DE PAIX</i>	
243	Dossier relatif aux réquisitions de véhicules à moteur. 1948-1954.	1 chemise
	<i>C. GUERRES ET CONSÉQUENCES</i>	
244	Liste des dons pour la tombola en faveur des prisonniers. [1914-1918].	1 pièce
245	Brouillon de lettre de l'instituteur de Gentinnes au cardinal relative à l'organisation d'une soirée récréative au profit des prisonniers de la commune de Saint-Géry et Gentinnes dans la salle de la Renaissance (Saint-Géry) et aux problèmes rencontrés avec le curé. [1914-1918].	1 pièce

- 
- |     |   |           |
|-----|---|-----------|
| 246 | Copie d'un certificat délivré par le bourgmestre de Walhain-Saint-Paul relatif à l'enlèvement de trois personnes par une voiture allemande. 8 février 1917. | 1 pièce   |
| 247 | Liste des déportés. [ca 1920].  | 1 pièce   |
| 248 | Conclusions du commissaire d'État relatives aux indemnités pour dommages de guerre. 1924.   | 1 chemise |
| 249 | Dossier relatif aux inhumations et exhumations de soldats français. 1940-1964.  | 1 chemise |
| 250 | Pièces relatives à la Caisse nationale des pensions de la guerre. 1944.   | 1 chemise |
| 251 | Dossier relatif au rapatriement du corps de Georges Flamand. 1948.  | 1 chemise |
| 252 | Dossier relatif aux victimes de guerre. 1949.   | 1 chemise |

---

## IX. ORDRE ET SÉCURITÉ PUBLICS

### A. POLICE

#### 1. MISSIONS DE POLICE ADMINISTRATIVE CONCERNANT LA TRANQUILLITÉ, L'ORDRE PUBLICS ET LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

- 253** Dossier relatif aux autorisations d'ouverture de colombiers. 1932-1971.  
1 chemise
- 254** Lettre et télégramme du Service social de la Colonie d'État de Geel relatifs à la libération à l'essai de deux patients. 2 août 1957.  
2 pièces
- 255** Dossier relatif aux cartes de commerce ambulants. 1965-1976.  
1 chemise
- 256** Dossier relatif aux autorisations et aux arrêtés temporaires de police pour le passage de courses et les fêtes communales. 1966-1976.  
1 chemise
- 257** Lettre de demande d'autorisation du Bureau permanent des œuvres nationales des victimes de guerre relative à une collecte sur la voie publique au profit des victimes de guerre et réponse. 1967.  
2 pièces
- 258** Listes des détenteurs d'instruments soumis à la vérification périodique des poids et mesures. 1970, 1972.  
1 chemise
- 259** Dossier relatif à l'inventaire des oiseaux vivants. 1973-1975.  
1 chemise
- #### 2. MISSIONS DE POLICE JUDICIAIRE
- 260** Registre des condamnations. [1er quart XXe siècle].  
1 volume
- 261** Correspondance relative aux libérations de condamnés. 1945-1952.  
1 chemise
- ### B. SERVICE D'INCENDIE
- 262** Correspondance avec le corps des sapeurs-pompiers volontaires de Gembloux. 1966-1976.



---

## X. SANTÉ PUBLIQUE

### A. SERVICES COMMUNAUX

- 263 Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal relatif à la nomination d'un médecin inspecteur scolaire. 18 mai 1950.  
1 pièce
- 264 Dossier relatif à l'enlèvement des immondices. 1965-1971.  
1 chemise
- 265 Dossier relatif à la décharge d'eau dans le fossé d'un chemin vicinal. 1967.  
1 liasse
- 266 Dossier relatif à l'organisation d'un examen de dépistage du cancer et de la tuberculose. 1975-1976.  
1 chemise

### B. EXÉCUTION DES TÂCHES COMMUNALES

#### 1. LUTTE CONTRE LES MALADIES ÉPIDÉMIQUES

- 267 Dossier relatif aux vaccinations antivarioliques et antipoliomyélitiques. 1958-1963.  
1 chemise

#### 2. SURVEILLANCE SANITAIRE, SÉCURITÉ ET HYGIÈNE DE L'AGRICULTURE ET DU COMMERCE

- 268 Dossier relatif à l'expertise des viandes. 1937-1953.  
1 chemise
- 269 Dossier relatif à la désinfection des maisons et des transports d'animaux. 1947-1951.  
1 chemise

#### 3. POLICE SANITAIRE DES ANIMAUX DOMESTIQUES

- 270 Dossier relatif aux animaux d'élevage atteints de maladies. 1926-1952.  
1 chemise
- 271 Dossier relatif aux mesures à prendre contre la fièvre aphteuse. 1951.  
1 chemise

- 
- 272 4. ANALYSE DE L'EAU POTABLE  
Lettre du bourgmestre à l'Institut Pasteur relative à une demande d'analyse pour deux nouveaux puits. 23 septembre 1948.  
1 pièce
- 273 5. CONTRÔLE DE LA SALUBRITÉ DES HABITATIONS ET LOGEMENTS  
Dossier relatif à l'insalubrité d'un logement situé rue du Village, 67. 1969-1971.  
1 chemise
- 274 6. CONTRÔLE DES ÉTABLISSEMENTS DANGEREUX, INSALUBRES ET INCOMMODES  
Dossier relatif à l'autorisation d'un dépôt de pétrole par Henri Loix, rue du Village 83. 1954.  
1 chemise
- 275 Extrait du registre aux délibérations du Collège échevinal relatif à l'installation d'un atelier pour construction de brouettes métalliques par Raymond Falise, rue de l'État. 19 août 1953.  
1 pièce
- 276 Dossier relatif aux autorisations d'exploitation pour des commerces, pompes à essence et élevages. 1956-1974.  
1 liasse
- 277 *277 - 290 DOSSIERS RELATIFS AUX AUTORISATIONS DE DÉPÔT DE GAZ. 1967-1976.*  
Valère Mottart, rue Prosper Bouffioux, 94. 1967.  
1 pièce
- 278 Ernest Vergauwen, route de l'État, 31. 1967.  
1 chemise
- 279 Francis Bousman, rue Prosper Bouffioux, 93. 1968.  
1 pièce
- 280 Eugène Charbonnier, rue de la Boulette, 94D. 1971-1972.  
1 chemise
- 281 Jérôme Van Belleghem, parcelle cadastrée section A, n° 617c et 580e. 1972.  
1 chemise
- 282 Marie-Antoinette de Hemptine, rue du Village, 78A. 1972.

---

		1 chemise
283	Jules Demanet, rue de Corsal, 12. 1972.	1 chemise
284	Willy Lauwers, parcelle cadastrée section A/1, n° 352b. 1972-1973.	1 chemise
285	Marie-Louise Dessy, parcelle cadastrée section A/3, n° 326k. 1972-1973.	1 chemise
286	Paul Dostrevelle, parcelle cadastrée section A/3, n° 206e. 1972-1973.	1 chemise
287	Marcellin Durdu, parcelle cadastrée section A/2, n° 614g. 1974.	1 chemise
288	Omer Van Geem, parcelle cadastrée section A, n° 464t. 1975-1976.	1 chemise
289	Jean Balmakers, parcelle cadastrée section A, n° 250c. 1976.	1 chemise
290	Yvon Grenier, parcelle cadastrée section A, n° 171e. 1976.	1 chemise
291	7. AUTRES PRÉOCCUPATIONS CONCERNANT L'ENVIRONNEMENT Dossier relatif à l'interdiction de planter des peupliers. 1966, 1976.	1 chemise

XI. TRAVAUX PUBLICS, SERVICES D'UTILITÉ PUBLIQUE,  
AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET URBANISME

A. TRAVAUX AUX BÂTIMENTS, MONUMENTS ET INSTALLATIONS  
IMMOBILIÈRES DIVERSES

1. BÂTIMENTS AFFECTÉS AUX SERVICES ADMINISTRATIFS ET  
COMMUNAUX

- 292 Pièces relatives aux travaux de réparation de la maison communale, de l'église et de l'école suite aux dommages de guerre. 1940-1952. 1 chemise
- 293 Dossier relatif à la transformation en maison communale d'un bâtiment appartenant à la famille Dury-Colson et cadastré section A, n° 325f, g et 326e. 1949-1951. 1 chemise
2. BÂTIMENTS SCOLAIRES
- 294 Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal relatif au projet de transformation du local de l'instituteur. 23 juin 1882. 1 pièce
- 295 Dossier relatif aux travaux de réparation à exécuter aux écoles communales, à la fourniture du mobilier scolaire des écoles communales mixtes et aux travaux à exécuter à l'église et à la cure. 1938. 1 chemise
- 296 Dossier relatif aux travaux d'aménagement et de transformation de l'école des garçons. 1938-1939. 1 chemise
- 297 Dossier relatif aux travaux de construction d'une cuisine et aux travaux d'aménagement de la cour de l'école, d'un vestiaire et de l'habitation du chef d'école. 1950-1953. 1 chemise
- 298 Lettre du bourgmestre au Ministère de l'Instruction publique relative à la construction d'une nouvelle école pour filles. 21 novembre 1955. 1 pièce
- 299 Dossier relatif à la demande de transformation de l'école en centre sportif. 1976. 1 chemise

### 3. BÂTIMENTS AFFECTÉS AUX SPORTS

Consulter le n° 299.

### 4. BÂTIMENTS DU CULTE

- 300** Dossier relatif aux travaux de restauration de l'église. 1901-1903.  
1 chemise
- 301** Dossier relatif à la reconstruction du mur de la cure suite aux dommages de guerre. 1943-1944.  
1 chemise
- 302** Lettre de l'ingénieur principal-chef de service au Ministère de la Justice relative à la réparation des dégâts causés par faits de guerre à l'église et au presbytère. 12 juillet 1955.  
1 pièce

### 5. CIMETIÈRES

- 303** Dossier relatif à la construction d'un cimetière avec morgue. 1901-1903.  
1 chemise
- 304** Dossier relatif aux travaux d'aménagement de l'ancien cimetière. 1926-1927.  
1 chemise

### *B. TRAVAUX ET INSPECTION DE LA VOIRIE COMMUNALE ET VICINALE*

- 305** Dossier relatif à la construction de la voie de grande communication n° 318 de Saint-Géry à Corroy-le-Château et aux emprises nécessaires. 1896-1902 (1909).  
1 chemise
- 306** Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal et procès-verbal d'enquête relatifs à l'élargissement partiel de la voie de grande communication n° 30 ou chemin n° 6. 1898.  
2 pièces
- 307** 307 - 312 DOSSIERS RELATIFS AUX TRAVAUX D'AMÉLIORATION DES CHEMINS. 1903-1975.  
Chemin n° 5 ou voie de grande communication n° 30. 1903.  
1 chemise

---

308	Voie de grande communication n° 25. 1906-1933.	1 chemise
309	Chemin n° 4 et sentier n° 36. 1920-1922.	1 chemise
310	Voie de grande communication n° 318. 1946-1955.	1 liasse
311	Voie de grande communication n° 209. 1960-1971.	1 liasse
312	Chemins n° 19 et 26. 1971, 1974-1975.	1 chemise
313	313 - 314 DOSSIERS RELATIFS AUX TRAVAUX DE REDRESSEMENT DES CHEMINS. 1904-1906, 1959. Chemin n° 14. 1904-1906.	1 chemise
314	Chemin n° 1. 28 mars 1959.	1 pièce
315	Dossier relatif aux travaux de détournement du chemin n° 7. 1923.	1 chemise
316	Dossier relatif aux travaux de réfection des chemins du Corsal, de la chapelle, du Moulin, du Tram, vers Villeroux, et Entre-Deux-Eaux et de la ruelle du Bois. 1940.	1 chemise
317	Dossier relatif aux travaux de remembrement des communes limitrophes de Cortil-Noirmont et de Gentinnes impactant le territoire de la commune. 1957-1975.	1 chemise
318	Dossier relatif à la demande de raccordement à l'aqueduc de Gilbert Stanislas pour une propriété cadastrée section A, n° 525h. 1965.	1 chemise
319	Dossier relatif à la demande d'avis adressée au bourgmestre au sujet des travaux de remembrement de la commune de Sombreffe. 1967-1976.	1 liasse

*C. TRAVAUX ET INSPECTION DES COURS D'EAU*

- 320 Atlas des cours d'eau. 1883.  
1 volume
- 321 Dossier relatif à l'enquête pour l'établissement d'une carte des cours d'eau non navigables. 1954-1956.  
1 chemise
- 322 Dossier relatif à l'enquête de commodo et incommodo sur la contenance des cours d'eau et sur le point d'origine. 1969.  
1 chemise

*D. SERVICES D'UTILITÉ PUBLIQUE**1. DISTRIBUTION D'EAU*

- 323 Dossier relatif au projet de réseau intercommunal de distribution d'eau pour les communes de Marbais, Sart-Dames-Avelines, Villers-la-Ville, Mellery, Gentinnes, Saint-Géry et Cortil-Noirmont. 1914.  
1 chemise
- 324 Correspondance avec la commune de Sombreffe relative au projet d'intercommunale de distribution d'eau. 1936.  
1 chemise
- 325 Dossier relatif à l'établissement d'un réseau de distribution d'eau. 1950-1960.  
1 liasse
- 326 Dossier relatif aux travaux de raccordement. 1962-1969.  
1 chemise
- 327 Règlement de raccordement des habitations au service de distribution. 1965.  
1 cahier
- 328 Lettre de l'inspecteur général des mines au bourgmestre relative au recensement des réserves aquifères souterraines et liste. 1967-1969.  
2 pièces
- 329 Correspondance relative aux redevances dues à la Régie communale des eaux. 1973-1974.  
1 chemise
- 330 Correspondance relative au projet de regroupement des distributions d'eau en Wallonie. 1976.

---

1 chemise

- 331** 2. DISTRIBUTION DE GAZ  
Dossier relatif à l'installation de conduites de transport de gaz par la SA Distringaz. 1967-1969.  
1 liasse
- 332** 3. DISTRIBUTION D'ÉLECTRICITÉ ET D'ÉCLAIRAGE PUBLIC  
Dossier relatif à l'établissement d'un réseau d'éclairage public et privé. 1914-1931.  
1 liasse
- 333** Correspondance avec la SA des Centrales électriques de l'Entre-Sambre-et-Meuse et de la région de Malmedy (ESMA) relative au renouvellement du contrat de concession et à la fin de cette concession. 1939, 1947, 1951.  
1 chemise
- 334** Lettre de la Société des centrales électriques de l'Entre-Sambre-et-Meuse et de la région de Malmedy (ESMA) au bourgmestre relative à l'entrée en service du cabinier-électricien. 3 mai 1952.  
1 pièce
- 335** Dossier relatif à l'éclairage public. 1959-1963.  
1 liasse
- 336** Plan du réseau basse tension. 1975.  
1 pièce
- 337** 4. TÉLÉGRAPHE  
Plan d'une ligne télégraphique de l'État à établir sur le domaine communal. [4e quart XIXe siècle].  
1 pièce
- 338** 5. TÉLÉPHONE  
Dossier relatif à l'installation de lignes téléphoniques. 1957, 1964-1969.  
1 chemise
- 339** Lettre de l'ingénieur en chef de la Régie des télégraphes et des téléphones (RTT) au bourgmestre relative aux travaux depuis Tilly jusque Saint-Géry. 4 mai 1959.  
1 pièce

- 
- 340** 6. TÉLÉDISTRIBUTION  
Dossier relatif à l'installation du réseau. 1974-1975.  
1 chemise
- 341** 7. TRANSPORTS EN COMMUN  
Lettre de la Société nationale des chemins de fer vicinaux (SNCV)  
relative à l'arrêt du projet de ligne de Nivelles à Gembloux et à la  
mise à l'étude des projets de ligne de Nivelles à Tilly et de  
Gembloux à Saint-Géry. 14 mai 1910.  
1 pièce
- 342** Plan d'une partie du chemin de fer vicinal de Courcelles à Incourt.  
1918.  
1 pièce
- 343** Dossier relatif aux services d'autobus. 1953-1969.  
1 chemise
- E. AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE*
- 344** 1. PLANS DE SECTEUR  
Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal  
sollicitant l'incorporation dans la zone d'habitat de la parcelle  
cadastrée Section A, n° 536a. 22 mars 1974.  
1 pièce
- 345** 2. PERMIS DE BÂTIR  
Dossier relatif aux travaux de petites constructions, de petites  
transformations et d'alignement le long de la voirie. 1907-1964.  
1 liasse
- 346** Statistiques des bâtiments construits, transformés, détruits ou  
démolis. 1965.  
1 pièce
- 347** Correspondance relative aux constructions en infraction, rue du  
Village. 1970.  
1 chemise

---

## XII. ENSEIGNEMENT

### A. ORGANISATION

- 348 Dossier relatif à la fixation des vacances et congés. 1939, 1960.  
1 chemise
- 349 Dossier relatif au choix du cours de morale ou de religion. 1963-1971.  
1 chemise
- 350 Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal et lettre du bourgmestre au comité belge pour l'UNICEF relatifs à la suppression de l'école communale. 1971.  
2 pièces

### B. BÂTIMENTS

- 351 Dossier relatif à l'inventaire des bâtiments et terrains scolaires. 1968.  
1 chemise
- 352 Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal et lettre du bourgmestre à l'Administration de l'Éducation physique, du Sport et de la Vie en plein air (ADEPS) relatifs à la désaffectation des bâtiments scolaires. 1971-1975.  
2 pièces

### C. PERSONNEL

- 353 Registre du personnel enseignant et relevés annuels des élèves de l'école primaire. 1927-1968.  
1 volume

### D. FINANCES

- 354 Rapports statistiques relatifs à l'école communale mixte produits dans le cadre des demandes de subsides. 1939-1969.  
1 chemise
- 355 Rapports statistiques relatifs à l'école gardienne libre produits dans le cadre des demandes de subsides. 1955-1959.  
1 chemise
- 356 Lettre du bourgmestre au gouverneur relative au Fonds national des études. 29 mars 1956.  
1 pièce

- 
- 357 Lettres du Ministère de l'Instruction publique relatives aux subsides. 1956. 2 pièces
- 358 Dossier relatif aux subventions-traitements. 1963-1971. 1 chemise
- E. OBLIGATION SCOLAIRE*
- 359 Registre matricule de fréquentation de l'école primaire. 1883-1885. 1 volume
- F. AVANTAGES SOCIAUX*
- 360 Lettre relative à une demande de bourse d'études secondaires. 1959. 1 pièce

- 361** XIII. CULTURE  
Dossier relatif au passage du bibliobus. 1967-1972. 1 chemise

- XIV. ÉCONOMIE
- 362 Dossier relatif au recensement agricole. 1931. 1 chemise
- 363 Fiches d'exploitant dans le cadre de statistiques. [ca 1950]. 1 liasse
- 364 Liste des agriculteurs et des quantités de céréales gelées. 1954. 1 pièce
- 365 Dossier relatif aux attestations d'activité. 1961-1974. 1 chemise
- 366 Listes-inventaires de recensement agricole et horticole au 15 mai. 1963, 1975. 1 chemise

## XV. AFFAIRES SOCIALES

- 367** Dossier relatif à la mise au travail des chômeurs. 1950-1972.  
1 chemise
- 368** Registre des demandes et des brevets de pensions de retraite et de survie des ouvriers. 1958-1970.  
1 volume
- 369** Dossier relatif aux allocations pour personnes handicapées. 1960-1968.  
1 chemise
- 370** Dossier relatif à la convention passée entre la commune et la société coopérative régionale de construction d'habitations sociales " Clair Logis " à Rixensart en vue de la construction de logements sociaux sur une parcelle cadastrée section A, n° 365f, 370b, 372g, 437f et 440m, l. 1970-1973.  
1 liasse
- 371** Dossier relatif aux différents projets pour l'aménagement de logements sociaux et l'équipement de la cité de la rue des Écoles. 1974-1976.  
1 chemise

---

XVI. TUTELLE SUR LE BUREAU DE BIENFAISANCE ET LA  
COMMISSION D'ASSISTANCE PUBLIQUE

*A. BUREAU DE BIENFAISANCE*

- 372 Budgets annuels. 1922-1925. 1 chemise
- 373 Comptes annuels. 1921-1922, 1924. 1 chemise
- 374 Livre-journal de caisse. 1920-1934. 1 volume

*B. COMMISSION D'ASSISTANCE PUBLIQUE*

1. PERSONNEL

- 375 Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal relatif au traitement du receveur Omer Durdu. 1 décembre 1940. 1 pièce
- 376 Dossier relatif à la nomination de Léonard Dethier en tant que secrétaire. 1951-1962. 1 chemise
- 377 Procès-verbal d'installation des membres de la Commission d'assistance publique et extrait du registre aux délibérations de la Commission relatif à la nomination d'un président. 25 juillet 1953. 2 pièces

*378 - 383 EXTRAITS DU REGISTRE AUX DÉLIBÉRATIONS DU  
CONSEIL COMMUNAL RELATIFS À LA NOMINATION DE MEMBRES.  
1955-1971.*

- 378 13 avril 1955. 1 chemise
- 379 10 mars 1956. 1 chemise
- 380 11 avril 1959. 1 chemise
- 381 14 février 1964. 1 chemise
- 382 7 avril 1965.

---

		1 chemise
383	26 avril 1971.	1 chemise
384	2. PATRIMOINE Dossier relatif aux pièces remises à la Commission d'assistance publique par le Bureau de bienfaisance. Décembre 1925.	1 chemise
385	Lettre du gouverneur au Collège échevinal relative au legs de Jean-Baptiste Piérard. 27 octobre 1965.	1 pièce
386	Dossier relatif au legs, par Joseph Romain, de la moitié d'une terre cadastrée section A, n° 466b. 1966, 1968.	1 chemise
	3. FINANCES	
387	387 - 392 BUDGETS ANNUELS. 1926-1945, 1947-1977. 1926-1929.	1 chemise
388	1930-1939.	1 chemise
389	1941-1945, 1947-1949.	1 liasse
390	1950-1959.	1 liasse
391	1960-1969.	1 liasse
392	1970-1977.	1 liasse
393	393 - 398 COMPTES ANNUELS. 1925-1937, 1940-1943, 1945, 1947-1956, 1958-1976. 1925-1929.	1 chemise
394	1930-1937.	

---

		1 chemise
395	1940-1943, 1945, 1947-1949.	1 liasse
396	1950-1956, 1958-1959.	1 liasse
397	1960-1969.	1 liasse
398	1970-1976.	1 liasse
399	<i>399 - 413 PIÈCES JUSTIFICATIVES AUX COMPTES. 1959-1964, 1966-1975.</i> 1959.	1 chemise
400	1960.	1 chemise
401	1961.	1 chemise
402	1962.	1 chemise
403	1963.	1 chemise
404	1964.	1 chemise
405	1966.	1 chemise
406	1967.	1 chemise
407	1968.	1 chemise
408	1969.	1 chemise
409	1970.	

---

		1 chemise
410	1971.	1 chemise
411	1972.	1 chemise
412	1974.	1 chemise
413	1975.	1 chemise
414	<i>414 - 416 GRANDS-LIVRES DES RECETTES ET DÉPENSES. 1959, 1961, 1963, 1965-1976. 1959.</i>	1 chemise
415	1961, 1963, 1965-1969.	1 chemise
416	1970-1976.	1 chemise
	4. AIDE SOCIALE	
417	<i>417 - 420 CORRESPONDANCES RELATIVES AUX AIDES. 1937-1976. 1937-1950.</i>	1 chemise
418	1952-1964.	1 liasse
419	1965-1967.	1 chemise
420	1967-1976.	1 liasse
421	Dossier relatif à la prise en charge des frais de funérailles de M. P. 1967.	1 chemise

## XVII.RELATION AVEC LA PAROISSE DE SAINT-GÉRY

## A. PERSONNEL

- 422 Procès-verbal de séance du Bureau des marguilliers relatif à la nomination du président, du secrétaire et du trésorier. 5 avril 1964.  
1 pièce
- 423 Lettre de J. M. Van Reeth, curé, remerciant la commune pour le télégramme envoyé à l'occasion du cinquantième anniversaire de son ordination. 25 janvier 1975.  
1 pièce

## B. PATRIMOINE

- 424 Correspondance relative à la restauration de la toiture du presbytère. 1959-1960.  
1 chemise
- 425 Dossiers relatifs aux legs. 1964, 1968.  
1 chemise
- 426 Dossier relatif à la vente d'un terrain avec bâtiment cadastré section A, n° 451f, g. 1973-1975.  
1 chemise
- 427 Correspondance relative à la restauration du clocher. 1973-1977.  
1 chemise

## C. FINANCES

- 428 428 - 431 BUDGETS ANNUELS. 1946-1957, 1959-1961, 1963-1976.  
1946-1949.  
1 chemise
- 429 1950-1957, 1959.  
1 chemise
- 430 1960-1961, 1963-1969.  
1 liasse
- 431 1970-1976.  
1 liasse

---

432	432 - 435 COMPTES ANNUELS. 1947-1949, 1951-1952, 1954, 1960-1975. 1947-1949.	1 chemise
433	1951-1952, 1954.	1 chemise
434	1960-1969.	1 liasse
435	1970-1975.	1 chemise
436	Compte de fin de gestion rendu par les héritiers de Charles Spourquet. 1972.	1 chemise
437	Lettre de l'abbé J. M. Van Reeth, curé, relative aux points du budget refusés au sujet des subsides pour la restauration de la chapelle Sainte-Adèle et d'électrification des cloches de l'église. 24 octobre 1951.	1 pièce